

## Syndicat des travailleurs libres des municipalités gabonaises (STLMG)

### Les agents municipaux croisent les bras

Christian KOUIGA  
Libreville/Gabon

*La "non-prise en compte" de leurs revendications, au nombre desquelles la revalorisation des indemnités de logement et de transport "avant janvier 2017", est la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. Le bureau du STLMG estime, amer, que les autorités municipales n'ont pas respecté leur parole.*

L'ANNÉE 2017 commence de manière chahutée à l'Hôtel de Ville de Libreville. Puisque, hier, au terme de son préavis de grève, le Syndicat des travailleurs libres des municipalités gabonaises

(STLMG) a décidé d'entrer en grève illimitée, "jusqu'à la satisfaction" de son cahier de revendications.

Les membres du bureau directeur du STLMG, présidé par Christian Nguema, estiment que « cette grève est la réponse que méritent les autorités municipales », qui ne prendraient pas au sérieux leurs préoccupations. Au nombre desquelles, la « revalorisation des indemnités de logement et de transport » dont l'effectivité, ont-ils confié, était prévue (pourtant) au mois de décembre écoulé, conformément à une garantie (verbale) que leur auraient faite les autorités de l'Hôtel de Ville.

Le non aboutissement de ce point, considéré par le STLMG comme un préala-



Photo : F.B.E.M

Les agents de la mairie, ici lors d'une précédente réunion, ont décidé, hier, d'entrer en grève illimitée.

ble, serait, ainsi, à l'origine du mouvement d'humeur déclenché, hier, a souligné le directeur général adjoint des Prestations sociales, en charge des partenaires sociaux, René

Affa. Non sans réaffirmer la volonté des autorités municipales de poursuivre le dialogue. Estimant que le propre d'une négociation est de parvenir à un compromis.

Pour mémoire, lors l'assemblée générale du 24 mars 2016, le cahier des revendications soumis aux autorités municipales par le STLMG contenait, entre autres, le rétablissement

de la prime exceptionnelle, le paiement des rappels et primes de fonction, la reconversion professionnelle, la protection sociale et le départ de tous les fonctionnaires qui occupent des postes de responsabilité dans les mairies, le paiement de la Prime d'incitation à la performance (PIP), le recrutement des personnels qualifiés dans les dispensaires municipaux, la réfection de l'infirmierie et son approvisionnement en médicaments, l'aménagement d'un nouveau site pour accueillir le cimetière municipal, etc. Gageons que les deux parties trouveront rapidement un modus vivendi. Le feu allumé étant encore maîtrisable.

## Enseignement supérieur

### Les enseignants-chercheurs affiliés au Snec-UOB en grève illimitée

R.H.A  
Libreville/Gabon

*À main levée, ils ont dit "non" à la reprise des cours lors d'une assemblée générale tenue hier. Les syndiqués font plusieurs griefs à l'administration universitaire, tout en dénonçant des problèmes structurels.*

LES enseignants affiliés au Syndicat national des enseignants et chercheurs (Snec), section Université Omar Bongo (UOB), ont unanimement dit non au démarrage des cours. La décision a été prise hier matin à l'issue d'une assemblée générale à Libreville. À main levée, les participants ont dit leur refus de retrouver les étudiants dans les amphithéâtres si rien n'est fait pour sortir l'université du chaos dans lequel elle se trouve. Une décision liée à deux grands points de leurs revendications. Le premier est celui de la situation structurelle et sécuritaire de l'institution, les effectifs pléthoriques, la problématique des capacités d'accueil de l'UOB.

Le deuxième est relatif au passif financier. En effet, lors de ces échanges houleux, l'accent a été mis sur le problème criant des effectifs pléthoriques. Les syndiqués ont précisé que cette année, l'UOB accueille 5 563 nouveaux inscrits à la Faculté des lettres et sciences humaines (FLSH), et un peu plus de 3 000 à la Faculté de droit et sciences économiques (FDSE). Au total, ils sont donc près de 8 000 nouveaux étudiants qui s'ajoutent au grand nombre existant. Chaque année, de nouveaux bacheliers sont orientés à l'UOB, mais les

autorités ne se penchent pas sur la question des capacités d'accueil, selon les syndiqués. « Chaque année, le budget de l'université est réduit. C'est nous qui imprimons les énoncés d'évaluation à nos frais. Vous imaginez combien c'est coûteux d'imprimer des documents pour plus de 1 500 étudiants ? Nous n'avons pas de micro, on s'égosille pour que les 1 500 étudiants présents lors des cours entendent ce qui est dit. Visiblement, ce qui intéresse le ministère et l'administration c'est que chacun soit à



Photo : R.H.A

Ils ont voté à main levée

son lieu de travail. Le reste ne les regarde pas. Pour éviter les années blanches, on

vire aux années noires caractérisées par des cours dont la qualité est douteuse.

Ce d'autant plus que leur seule préoccupation est de boucler l'année», a laissé entendre un enseignant, visiblement remonté.

« L'UOB ressemble à un village qui a été frappé par un orage. Ce qui a causé la fuite de ses habitants. Notre espace est complètement plongé dans le chaos », a renchéri un des intervenants. A sa suite, le président du Snec-UOB, Pr Mike Moukala Ndoumou, a signifié que les cours ne vont démarrer que lorsque ces problèmes seront résolus.

S'agissant du passif finan-

cier, les enseignants ont indiqué que la reprise des cours ne peut être envisagée qu'après paiement de leur dû. « Nous avons fait notre travail comme il se devait. Compte tenu du contexte électoral, nous avons normalement bouclé l'année. Aujourd'hui, on nous dit que l'institution n'a pas d'argent, on ne peut pas nous payer. Nous disons non ! », a protesté Pr Mike Moukala Ndoumou. Rappelons que cette grogne intervient quelques jours seulement avant le début effectif des cours.

La toute nouvelle Kia  
**SPORTAGE**  
Faites pour impressionner.

à partir de  
**17.500.000 FCFA TTC \*\***  
ou **500.628 FCFA TTC / mois (\*)**  
VIA NOTRE PARTENAIRE FINATRA

(\*\*) Tarifs en vigueur - (\*) Possibilité de financement par Finatra - taux d'intérêt nominal 14%ht - Durée 48 mois - Loyers TTC hors assurance et hors frais de dossier.  
Tél.: 01 77 40 82/ 07 50 67 81 - Service client: eqclinatra@bgl.com  
Garanties: 3 ans ou 100 000 kilomètres.

KIA The Power to Surprise

**CFAO MOTORS GABON**

**CFAO Motors Libreville:**  
Mobile: (+241) 05 18 25 85/87  
B.P.: 2181 Z.I. Oloumi - Libreville  
E-mail: cfaomotorsgabon@cfao.com  
site web: http://cfao-automotive.com

**CFAO Motors Port - Gentil**  
Tél.: (+241) 01 55 21 41/47  
Mobile: (+241) 05 61 01 32  
B.P.: 344 Port - Gentil

**Finatra**  
Le spécialiste du crédit